

## De la nécessité des relations publiques dans la gestion des conflits en Afrique : l'exemple de la Côte d'Ivoire

Gokra Dja André  
Université de Bouaké

**Résumé :** La reconstruction post-conflit en Côte d'Ivoire suscite de nombreuses réflexions sommes toutes importantes. Cette initiative a pour but d'asseoir les bases véritables d'un dialogue permanent entre les ivoiriens. Pour dépasser le fossé d'incompréhension engendré par le clivage du paysage médiatique, il faut à notre sens recourir aux relations publiques qui transcendent les clichés ethno-régionalistes pour privilégier l'intérêt national.

**Mots-clés :** Relations publiques, conflit, Côte d'Ivoire, réconciliation nationale, développement.

### Introduction

La mondialisation a véritablement renforcé la stratégie de l'information. Que ce soit dans les conflits militaires, les rivalités économiques, chacun élabore une stratégie de dissuasion de l'adversaire. En effet, pendant les années 60, le processus d'indépendance et de libération nationale s'est le plus souvent soldé par la constitution et la construction d'Etats nouveaux. L'interrogation sur ce vaste mouvement d'indépendance, a connu quelques développements importants. A en croire Kadja Mianno (1985 : 2) : « *dans ce double processus historique de la constitution d'un Etat nouveau et du rejet de la dépendance, on affirme souvent que l'unité nationale est nécessaire au développement et à l'indépendance, seule capable de se déplacer au-dessus des classes et des contradictions et les abolir* ». L'unité nationale longtemps préservée pendant des décennies par le parti unique se trouve aujourd'hui être mise à mal par le clivage du paysage

journalistique ivoirien. En effet, la coloration ethno-tribale de la presse écrite a fortement dégradé le sentiment national en suscitant des tensions, qui, aujourd'hui sont la cause des différentes crises que connaît la Côte d'Ivoire. Un demi-siècle après son indépendance, le pays reste en proie à la rébellion, à la guérilla urbaine et aux conflits avec leurs litanies d'horreur, de population déplacées et de destructions de toutes sortes. Il est symptomatique que l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA, 2008), ait écrit avec acuité le glissement vers cette situation :

les conflits détruisent non seulement la vie mais aussi les possibilités de progrès ainsi que l'environnement. Ils sont considérés comme l'une des principales entraves au développement durable car ils détruisent en quelques jours, voire quelques heures, ce que l'on a réussi à bâtir avec peine au cours des années ou décennies.

Le souci du père fondateur Félix Houphouët-Boigny de préserver la paix et l'unité nationale l'a emmené à rassembler tous les ivoiriens sans distinction de région et de religion. On peut soutenir nos propos en nous référant à l'une de ses expressions devenues un hymne pour tous les ivoiriens : « *la paix ce n'est pas un vain mot, c'est un comportement* ». Il souligne ici que les ivoiriens doivent s'accorder sur la paix sans laquelle il ne peut avoir de brassage ethnique et culturel. En revanche, ce qui est regrettable de constater, c'est que chaque fonctionnaire ivoirien demande à être affecté dans sa région d'origine, témoin de la fracture sociale et de la duplicité mentale de l'opinion ivoirienne.

Une étude sur les relations publiques en Afrique indique qu'il faut d'abord relever la part de responsabilité des médias dans le conflit ivoirien avant de situer l'enjeu des relations publiques dans la résolution de la situation. De ce point de vue, notre corpus est constitué de trois principaux journaux ivoiriens. Il s'agit du quotidien *Le Patriote*, dont la ligne éditoriale se rapproche des idéaux du Rassemblement Des Républicains (RDR), du *Nouveau Réveil*, proche du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) et enfin du quotidien *Notre Voie*, proche du Front Populaire Ivoirien (FPI). Ce sont des journaux représentatifs des trois principaux partis politiques ivoiriens. Dans le cadre des élections, le RDR et le PDCI ainsi que d'autres partis politiques ont formé le Rassemblement des Houphouétistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP) tandis que le FPI et ses partis alliés ont formé La Majorité Présidentielle (LMP). Ce qui à notre sens signifie que *Le Patriote* et le *Nouveau Réveil* seront opposés à *Notre Voie*. Nous avons choisi d'observer la page de couverture et quelques fois les pages intérieures de ces quotidiens dans la mesure où en Côte d'Ivoire, nombreux sont les ivoiriens qui se limitent à la lecture des titres des journaux.

Du point de vue méthodologique, notre travail s'inspire de l'analyse de contenu et du contrat de lecture d'Eliséo Véron. Son étude porte, d'une part, sur « *les aspects topographiques, taxinomiques et l'identité du journaliste qui*

*dévoile sa signature*». (Blé, 2009 : 187) et d'autre part, sur « *le positionnement des médias vis-à-vis de la concurrence et de leur public*». (Tesnier, 2010 : 159). On peut dire à partir de cette théorie que l'analyse de contenu et l'étude socio-démographique du lectorat d'un journal ne peuvent suffire à comprendre le positionnement d'un journal. Il faudrait prendre en compte les variations énonciatives qui constituent le contrat de lecture. Dans le cadre de notre sujet, par exemple, nous observerons non seulement ce que racontent les quotidiens soumis à notre étude mais aussi et surtout leurs identités éditoriales. Nous analyserons les parutions des journaux de novembre 2010 à novembre 2011 c'est-à-dire à partir du second tour des élections jusqu'après la chute du président gbagbo afin de voir de près le traitement de l'information durant cette période.

Notre réflexion théorique se développera ici autour de quatre articulations :

- Référence historique et anthropologique de la crise postélectorale en Côte d'Ivoire ;
- Résolution de la crise ivoirienne : moyens financiers en hausse et volonté politique en baisse ;
- Les relations publiques et la cohésion sociale en Côte d'Ivoire ;
- L'exigence des vertus épistémiques des relations publiques comme gage de résolution de la crise ivoirienne.

La première s'interroge sur la compréhension de la crise postélectorale dans son fondement culturel, institutionnel, humain, etc, La deuxième expression révèle la disparité entre les moyens financiers éjectés dans le processus de sortie de crise en Côte d'Ivoire et la volonté paradoxale des acteurs de "s'enliser" dans cette situation. Ensuite les relations publiques et la cohésion sociale nous invite à approfondir la réflexion autour de la contribution des relations publiques au renforcement de la cohésion sociale, de faire d'elles un maillon incontournable dans toute action partielle ou globale de développement. Enfin, les vertus épistémiques des relations publiques proposent que la résolution du conflit postélectorale repose sur la sincérité des principaux acteurs du conflit notamment le RHDP et la LMP dans la mesure où à l'issue du scrutin du 28 novembre 2010, les candidats de ces partis ont chacun revendiqué la victoire de l'élection.

Aussi, ajouterons-nous que cette réflexion prend enracinement dans le champ de la communication pour le développement. C'est un domaine d'action prioritaire aujourd'hui dans chaque pays africain et particulièrement en Côte d'Ivoire qui estime que la participation active de la population à la consolidation de la paix est l'une des conditions de son développement. Pour être plus précis, la mise en œuvre de la Commission Dialogue Vérité et Réconciliation (CDVR) s'inscrit dans cette dynamique ; c'est un cadre de concertation ethnique, régionale et politico-intellectuelle qui permet de susciter le dialogue en vue de recoller les blessures. Mais encore que ce pays est à son deuxième processus de réconciliation

nationale, ce qui sous-entend que le premier a été artificiel. Ceci soulève bien entendu la question de la pertinence du contenu des actions et des outils de la communication sociale, éducative et institutionnelle utilisés à cette fin. Tout l'intérêt de notre analyse réside en la mise en œuvre d'un projet de développement susceptible d'intéresser l'épanouissement individuel et collectif de l'ensemble des ivoiriens et au-delà des africains. Cela commande que nous nous posions naturellement une question : quelle pourrait être la contribution des relations publiques dans l'élan de résolution de la crise postélectorale en Côte d'Ivoire afin d'éviter la guerre civile ? Mais avant d'aller plus loin, essayons de clarifier les notions de relations publiques et de conflits, essentielles dans la compréhension de notre sujet. Dans les lignes qui suivent nous tenterons de mettre en lumière les enjeux de ces notions qui se posent avec intensité. Le conflit est

... une violente opposition matérielle ou morale d'intérêt entre plusieurs sujets de droit internationale et dont le règlement peut être envisagé par des procédures politiques (négociation, médiation, conciliation, enquête), des procédures juridictionnelles (arbitraire, règlement judiciaire) ou, par le recours à la force (représailles, défense collective. (Yao n'dré, 1999 : 227).

Cette définition juridique est complétée naturellement par une assertion plus précise : « *Aucun conflit n'est en soi politique. Tout conflit peut le devenir dès lors qu'il est sur la scène politique, c'est-à-dire « traité » par ses protagonistes : gouvernant, partis, groupes d'intérêt* » (Braud, 1996 : 26). Soulignons que dans le cas de la Côte d'Ivoire, cette notion désigne la contestation des résultats du scrutin, les oppositions entre les partisans du RHDP et de LMP, et les violences entre ces derniers, les déplacements des militants RHDP des quartiers LMP et inversement, l'exode urbain, etc. Enfin, nous entendons par relations publiques et résolutions des conflits en Côte d'Ivoire, la sincérité, l'objectivité et le bon sens mis en exergue par les politiques ivoiriens face à leur désir de mettre fin à leurs différends. Nous allons indiquer les actions qui s'imposent à chaque politicien et au-delà à chaque ivoirien afin de sortir sûrement de la situation de crise dans laquelle il est enlisé depuis une décennie. Ainsi, l'éthique de la discussion que suppose la démocratie doit prévaloir. Ce qui sous-entend que le débat, l'écoute, l'honnêteté intellectuelle et la modestie doivent s'opposer à la partialité et l'occultation des données pertinentes. Chacun doit travailler à la refondation des mentalités, à la destruction de l'approche ethnotribale de la politique.

## 1. Références historique et anthropologique de la crise postélectorale en Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire stagne dans l'instabilité depuis le coup d'état de 1999. Les nombreux cadres de concertation nationale et supratorionale n'ont malheureusement pas pu aboutir à un dialogue consensuel entre les leaders politiques ivoiriens. Cette situation dépeint sur le sentiment national. Pour s'en convaincre, observons de près le paysage médiatique.

Le numéro 3007 du jeudi 22 octobre 2009 du quotidien *Le Patriote* annonçait déjà, un an avant le second tour de l'élection, une idée de ce qui allait se passer. On peut lire, en effet, à la une de ce journal « RTI, Frat-Mat, Attention ! En cas de dérive vous serez comptable ». Le mot « attention » signifie « prendre garde, il marque la prévenance ». Autrement dit, ce quotidien met en garde la RTI et Frat-Mat, deux médias d'Etat qui soutiendraient Laurent Gbagbo contre toute forfaiture. Cette une en gras, en couleur noir et rouge, traduit les oppositions entre la LMP et le RHDP. Le noir, dans la culture ivoirienne, est synonyme de deuil, et le rouge traduit le sang, le danger. Ce titre renseigne donc sur ce qui va se passer à l'issue du scrutin du 28 novembre 2010. Le cas de la Côte d'Ivoire montre bien que les messages véhiculés par les presses écrites sont importants d'autant plus que les kiosques à journaux sont souvent les premiers à être saccagés en cas de crise. Toujours dans le même ordre d'idée, le quotidien *Le Nouveau Réveil* a imprimé des éditions spéciales relativement au contexte électoral.

Le numéro 3 du mercredi 12 au dimanche 23 janvier 2010 titrait « Venance Konan à Gbagbo : la nuit de ton destin va tomber ». Au point de vue iconique, on aperçoit sur une page entière Gbagbo ayant la tête levée vers le ciel synonyme de difficulté, il implore par ce fait la délivrance de Dieu. Tandis que Bédié et Venance Konan, journaliste à ce quotidien, sont en médaillons sur la même page, affichant leur sérénité par un sourire. Cette image traduit que le sort de Gbagbo est scellé. Pour étayer nos propos, référons nous à la nuit du destin dont fait mention la une de ce quotidien. Cette une nuit de prière organisée chaque année par la communauté musulmane ivoirienne afin de célébrer la naissance du prophète Mohamed. A travers cette anecdote, l'auteur de ce titre veut dire que le jour viendra où on fêtera la chute de Gbagbo. Notre hypothèse selon laquelle la presse est responsable de la crise ivoirienne est en cela justifiée. En Afrique, les militants des partis politiques croient le plus souvent à ce qui est écrit dans les journaux proches de leur parti. C'est pourquoi, il n'est rare en Côte d'Ivoire de voir des personnes se disputer à la lecture du titre d'un journal sans en avoir lu contenu. Ces journaux au lieu de prévenir le conflit, l'on plutôt favorisé. Le quotidien *Notre Voie* proche du FPI, ne saurait se soustraire à une telle affirmation.

Le numéro 3996 du mercredi 30 novembre 2011, annonce des jours tumultueux pour la Côte d'Ivoire. « *Ouattara livre Gbagbo à la CPI, Adieu à la réconciliation* » confirme nos propos. Sur le plan iconique, on voit, sur la même page, une image de Laurent Gbagbo dans laquelle il a un point levé, la bouche ouverte et les dents serrées, cadre avec l'idée de quelqu'un qui s'oppose à la réconciliation. Pendant que les quotidiens proches du rhdg approuvent la déportation de Gbagbo à la cour pénale internationale, ceux de la LMP s'opposent au processus de réconciliation nationale conditionné par la libération de leur mentor. Les médias ivoiriens ne veulent vraisemblablement pas aller à la paix, ils accentuent bien au contraire la division.

Les populations ivoiriennes capitulent devant les structures d'oppression et de violence. La stabilité socioéconomique de la sous-région n'est pas en reste. Les déplacements massifs des populations fuyant les violences ont contribué à développer les camps de réfugiés à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Les Etats limitrophes comme le Libéria, la Guinée, le Mali et le Ghana, et mêmes les pays lointains ont accueilli des déplacés ivoiriens. Nous observons à travers ces camps que le conflit était généralisé à tout le pays même si Abidjan a connu des violences particulières. Jamais la prolifération des camps des réfugiés n'a été aussi dense. Selon l'UNHCR, les violences qui ont suivi les élections de novembre 2010

ont fait des centaines de milliers de déplacés. En 2011, environ 200.000 hommes, femmes et enfants avaient cherché asile dans 13 pays voisins. Le Libéria, le Ghana et le Togo recevant le plus grand nombre de personnes. En outre environ un million de personnes étaient selon les estimations déplacés à l'intérieur de la Côte d'Ivoire (unhcr, 2012).

Le conflit ivoirien influence donc la stabilité socioéconomique de ses voisins. La présence d'une forte communauté venue des pays frontaliers d'une part, et les liens historiques, économiques et commerciaux, d'autre part, traduisent l'implication de la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique Occidentale (CEDEAO). Cette implication constitue « *un défi majeur pour sa crédibilité future* » (Hugo, 2003 : 327). Malgré la réticence, la mobilisation politique va se faire. Elle a eu le mérite d'asseoir les politiques ivoiriens autour d'une même table, de parvenir à un accord de paix. Au total, le conflit ivoirien a attiré une série d'intervention armée avec pour but ultime de restaurer la stabilité nationale et sous régionale. A l'instar de la République Démocratique du Congo (RDC) et de la Sierra Leone,

la crise a facilité l'émergence des seigneurs de la guerre [...] les différents seigneurs dans la région ne sont intéressés par la paix, mais à s'enrichir dans l'exploitation illégale des matières premières et le trafic de la drogue. Ils sont pour la plupart soutenus par les multinationales

qui troquent les armes contre les matières premières.  
(N'godi, 2002).

Les ressources minières dans le nord et l'ouest de la Côte d'Ivoire ont été illégalement exploitées. Il en est de même pour le cacao, principale matière d'exportation dont des milliers de tonnes ont été convoyés vers les pays frontaliers.

Le conflit ivoirien, comme on le constate, a occasionné une dégradation profonde de ses richesses économiques, sociales. Devant cet état de fait, les protagonistes ivoiriens ont manifesté le désir d'aller à la paix. Dans le même ordre d'idée, les leaders religieux, chefs coutumiers ont été sensibilisés. Mais entre les engagements, les paroles et actes posées dans les médias et les quartiers généraux, le fossé est grand. Pour rebâtir une Côte d'Ivoire de paix, de tolérance, d'amour, la volonté des différents acteurs méritent qu'on s'y intéresse.

## **2. Crise ivoirienne : moyens financiers en hausse et volonté politique en baisse**

La crise ivoirienne qui a connu son pic lors du second tour du scrutin présidentiel du 28 novembre 2010, a affectée tous les domaines sociaux, politiques et économiques. Les partisans du LMP et du RHDP se sont affrontés. Les structures humanitaires dressent un bilan de la situation. Selon elles, « *depuis décembre 2010, 800 000 enfants ne vont plus à l'école, y compris celles de la capitale Abidjan, ont dû fermer dans l'attente d'un climat propice* » (Equipe humanitaire Côte d'Ivoire, 2010). Comme on constate cette crise affecte son système éducatif, au point où dans les écoles, les lycées, les universités et grandes écoles, lieux de l'apprentissage par excellence, la politique a pris le déçu. Les enseignants politiquement divisés ne dispensent plus convenablement les cours. Par exemple, au lycée moderne de Port-Bouet, établissement secondaire public située au sud d'Abidjan, certains professeurs militants du rhdp ont boycotté les cours après la proclamation des résultats du second tour. Ils entendaient ainsi, selon eux, contraindre Gbagbo à quitter le pouvoir. Certains parmi eux, bien que motivés, ont dû rester à la maison par peur de représailles. Des établissements relais ont été créés un peu partout en côte d'ivoire, notamment Daloa, ville située l'ouest, et à Yopougon, commune située au nord d'Abidjan. Ils avaient pour but de mettre à niveau des élèves provenant des zones particulièrement mouvementées, comme à Anyama et à abobo, deux autres communes de la ville d'Abidjan.

Ce qui est paradoxale, et qu'il convient de relever, c'est que chaque leader au lieu d'appeler ses partisans au calme et à la retenue, les incitent à manifester dans les rues. Par exemple,

le 19 novembre 2010, des étudiants du principal syndicat proche du fpi s'en sont pris au quartier général du rhdp. Des violents combats de rue opposant des centaines de jeunes de divers partis s'en sont suivis causant une vingtaine de blessés » (wikipedia, 2012).

Cette attitude emmène à dire que les leaders politiques de tous bords et principalement la Imp et le rhdp ne veulent pas aller à la paix. D'autant plus que le 4 décembre 2010, les deux candidats proclamés vainqueurs, Alassane Ouattara par la Commission Electorale Indépendante(CEI) et Laurent Gbagbo par le Conseil Constitutionnel, vont prêter serment respectivement à l'Hôtel du Golf et devant la cours constitutionnelle. La dépêche d'agence de presse (Reuters, 2010 /2011) témoigne de la gravité de la situation : « *Lundi 13 décembre 2010, Abidjan : face-à face tendu entre éléments armés des camps Gbagbo et Ouattara ; Samedi 5 mars 2011 : la Côte d'Ivoire brûle et l'Union Africaine se donne 4 semaines supplémentaires pour prendre une décision* ». Ces dépêches sont explicatives de la situation de la Côte d'Ivoire caractérisé par un manque d'approvisionnement en vivres et en médicament. Chaque jour, ce sont des appels à manifestation qui sont lancés. Cette situation s'apparente au secret de l'inconscient politique des ivoiriens. Pourtant, l'Etat aidé par des organismes internationaux a financé au prix de mille sacrifices le processus électoral. Selon le quotidien *Soir info* du 24 août 2010, ce sont environ deux cent milliard de franc qui ont été mobilisés pour ces élections. Ceci devait conduire à une prise de conscience de la situation. De telle attitudes laissent entrevoir que cette crise pourrait profiter au politique. Nous sommes en cela de l'avis d'Aristote lorsqu'il soutient qu'à une approche fortement valorisante de la politique s'oppose « *des traditions tenaces associant systématiquement à la vie politique les intrigues de « cours», « les jeux politiques», les « sectarismes partisans», toutes expressions qui visent à en souligner le côté futile voir méprisable* » (Braud, 1996 :4). La Côte d'Ivoire souffre à notre sens de son incompatibilité politique. Nombre d'ivoiriens sont aujourd'hui exilé dans des quartiers, des régions et des pays étrangers. Dans ce contexte, quelle peut être la condition définitive de retour de la paix ?

### **3. Relations publiques et cohésion sociale en Côte d'Ivoire**

En répondant à cette question, il est opportun de dire que les relations publiques semblent nécessaires au bon fonctionnement d'un Etat, d'un gouvernement, d'un groupe quel qu'il soit. Elles s'adressent aux chefs d'Etat, à leurs ministres, aux leaders de partis politiques, à leurs militants, à chaque ivoirien qui a le droit de s'intéresser à l'image qu'il a de leur pays. Pour que cette image inspire confiance et incite à la coopération, le



processus de réconciliation doit être l'affaire de tous les fils de la Côte d'Ivoire. Par exemple, la CDVR pourrait désigner parmi les ivoiriens en exil un porte parole susceptible de promouvoir la réconciliation dans l'esprit de ses derniers. Le cas ivoirien, à la différence de celui du Rwanda est assez délicat dans la mesure où dans le premier cité deux ethnies, hutu et tutsi, étaient opposés. En revanche dans le deuxième cas, ce sont les partis politiques qui ont accentué la fracture sociale. Ces partis ayant, des représentations sur toute l'étendue du territoire, ce ne sont ni les bétés, ni les baoulés et les dioulas qui sont en conflits puisque chaque parti est représentatif des différentes ethnies du pays. Mais à notre avis les militants Lmp pourchassés par ceux du RHDP et vis-versa. Dès lors l'enjeu de la réconciliation devient énorme. Car en Afrique, lorsque le candidat d'un parti accède au pouvoir, ses partisans estiment qu'il n'est pas nécessaire de tendre la main au leader du parti politique déchu. Cette réalité colle à la Côte d'Ivoire. Les propos du genre « Gbagbo est à la CPI, c'est fini pour lui » ou encore « si la LMP veut, qu'elle n'entre pas dans le gouvernement, on s'en fout, ce qui est sûr nous on avance » ne manquent pas. De telles attitudes compromettent fortement la dynamique de réconciliation. C'est pourquoi chaque leader de parti politique doit appeler à la tolérance et au dialogue. Le manque d'information et de dialogue consensuel risque de provoquer une situation encore plus désespérante. La sincérité des relations publiques va aider à la création d'un climat de confiance et de compréhension. Dans le cas ivoirien pour inspirer confiance, il va falloir s'ouvrir aux autres sans arrière pensée ; et pour se faire comprendre, il est fondamental d'établir une communication directe et réelle entre les ivoiriens. C'est-à-dire que chacun doit être au centre des débats et être une fin en soi non un moyen. Tout citoyen lambda doit être le sujet de toute politique de communication, et non son sujet et encore moins la cible d'une manipulation quelconque. Les organisations non gouvernementales (ong), les groupes de pressions, les associations de défense des droits de l'homme doivent participer à cette dynamique en n'étant pas une entrave au processus de reconstruction. Elles doivent soutenir la confiance des actions de communication du gouvernement en fluidifiant le processus démocratique.

Les moyens de communication de masse tels que la télévision et la radio pourraient contribuer à asseoir la paix si les valeurs éthiques et stratégiques des médias facilitent toutes actions de développement et si l'information n'est pas manipuler à des fins de propagande servile. Car en effet, en Côte d'Ivoire, ces deux médias ont particulièrement servi à enrégimenter l'opinion. En 2006, avant les élections au Congo Kinshasa, « *il y eu des initiatives visant à mieux former les journalistes, à les professionnaliser [...] L'accent a été mis sur l'objectivité, la diversité des informations afin de sortir de l'information strictement politique* ». (blog.lesoir.be,2012). Les médias ivoiriens ont mis l'accent sur le combat politique plutôt que sur ce qui rassemble, ils étaient au service de la guerre.

Les médias sont l'interface qui représente à la fois les intérêts d'un pays pour ses habitants et les intérêts des habitants pour leur pays. Cette communication symétrique directionnelle contribue à appliquer la politique de transparence par les acteurs du processus de réconciliation nationale, à assumer leurs pleines responsabilités sociales. Cet élément de responsabilité sociale implique de dire la vérité. Selon Douesnard, « *la vérité est une atmosphère d'échange, d'écoute et de respect* » (Maisonnette, 1999). Nous partageons cet avis dans la mesure où en Côte d'Ivoire, il a été observé une absence flagrante d'écoute et de respect des leaders politiques qui ont fort malheureusement désagrégés le sentiment national. Le suffrage universel et la généralisation de l'instruction devaient permettre de contrôler et de contenir les discours politiques. À en croire la doctrine démocratique, une fois qu'ils sauraient lire et écrire, ils auraient les capacités intellectuelles de diriger. Mais l'instruction intellectuelle semble avoir influencé négativement les dirigeants - qu'ils en aient conscience ou non - qui à leur tour influencent automatiquement aussi le groupe qu'ils tiennent sous leur emprise. Ils réussissent parfois à faire basculer tout un magma d'émotions collectives en jouant sur les vieilles images ou en forgeant de nouveaux. De plus les campagnes politiques en Côte d'Ivoire comme partout ailleurs en Afrique, se résument à un enchaînement de performances mineurs et d'hommages grandiloquents, éclatants et bavards. Il est incontestable que la politique, au sens ivoirien du terme divise plus tôt que d'unir. Le parapluie militaire, diplomatique et politique des anciennes puissances coloniales ne peut ramener la paix dans un pays. Il faut amorcer le dialogue et créer un climat de confiance, identifier les prémices des conflits, désamorcer la situation d'agressivité et de violence. C'est là où les relations publiques prennent tout leur sens. Elles participent à la compréhension des enjeux et des processus qui conduisent à l'éclatement d'un conflit afin d'en tirer les leçons et d'éviter la reprise de la violence.

L'action de reconstruction peut être systématisée par une méthode propre aux relations publiques, il s'agit de la méthode R.A.C.E. Par cet acronyme, il faut entendre que l'activité de relations publiques se résume à quatre principales :

- Recherche : quel est le problème ?
- Analyser et planification : qu'allons-nous faire à ce sujet ?
- Communication : comment en parler au public ?
- Evaluation : le public a-t-il été rejoint et quel a été l'effet ?

Appliquer au contexte ivoirien, la recherche renvoie à s'interroger sur l'origine du conflit à travers les entretiens individuels, les groupes de discussion, les facteurs sociologiques, historiques, psychologiques et économiques, etc. Cette étape est essentielle dans la conception d'une stratégie de relations publiques car elle permet de saisir les différentes composantes à l'œuvre dans l'acte de la communication humaine. La recherche doit s'effectuer dans les villes, les villages, les campements mais

aussi dans toutes les autres contrées du pays. Elle ne doit pas privilégier les partisans ou la communauté ethnique ou régionale du parti au pouvoir (RHDP) mais toutes les sensibilités pour une reconstruction plus vraie, souple et dynamique.

L'analyse et la planification traduisent l'examen objectif des différentes données recueillies. Après avoir entendu chaque leader politique et la population, un exposé objectif des propos qui ont été recueillis doit être fait. En Afrique, de façon générale, l'objectivité suppose de donner raison à celui qui est au pouvoir afin de bénéficier d'une protection juridique et sécuritaire du pouvoir en place. Or si l'on se réfère à son assertion originelle, l'objectivité désigne l'impartialité autrement dit de situer équitablement les responsabilités. Définis en fonction de la recherche et de l'analyse, la troisième étape, concerne le choix des médias pour communiquer le message à travers tous le pays mais aussi à l'extérieur. La transmission du message doit tenir compte de la dimension sociale, culturelle des différentes populations. La sensibilisation des journalistes doit précéder la diffusion des informations. *Notre Voie, Le patriote, Le Nouveau Réveil* et au-delà tous les quotidiens ivoiriens doivent être sensibilisé à la culture de la paix et de la réconciliation. On pourrait transmettre à la télévision et sur les radios nationales et locales des émissions où l'on pourrait retrouver sur un même plateau des partisans LMP et RHDP appelant à transcender les clivages politiques, pour véritablement briser les murs de méfiance. L'évaluation enfin, contribue à mesurer autant que possible l'atteinte des objectifs dans la perspective de corriger au besoin les erreurs. Il est nécessaire d'approcher les communautés pour voir ce qui reste à faire pour une réconciliation durable. De plus, une veille informationnelle doit permettre d'inciter régulièrement les médias à faire l'apologie de paix, du pardon et de l'unité.

#### **4. L'exigence des vertus épistémiques des relations publiques comme gage de résolution de la crise ivoirienne**

Les relations publiques ont pour objet de créer, maintenir ou développer un climat de confiance et de compréhension. Elles créent donc un état d'esprit non pas d'une personne ou d'un groupe ethnique mais de la côte d'ivoire toute entière qui cherche à communiquer entre les fils et filles pour les faire participer à son développement. Si ce pays est important pour le monde ; il est déterminante pour l'Afrique de l'ouest en raison de son leadership économique. C'est la locomotive de cette partie occidentale avec pour wagons le Burkina faso, le mali, le Ghana, la Guinée, etc. Elle doit projeter l'image d'une Côte d'Ivoire qui traduit ce qu'elle est vraiment, son rapport avec sa communauté. Ainsi, il faut pouvoir créer un état d'esprit qui suscite la confiance entre la multitude d'ethnies et leur

compréhension des objectifs poursuivis en commun. Chacun doit prendre conscience de son rôle dans la construction d'un Etat- nation, pour participer à la vie de la côte d'ivoire. Avec la crise, les rapports de force se sont substitués aux rapports humains. Des affinités se sont développées, elles sont basées sur l'origine ethnique, régionale, politique même professionnels. Il est cependant difficile dans ce cas de créer et d'établir la confiance. En revanche un état d'esprit relations publiques qui prend encre dans une politique objective de communication et d'information peut contribuer de façon tacite à la mise en œuvre d'un climat de confiance, de dialogue entre ivoiriens. La CDVR est, certes, un cadre de rencontre, d'échange et de vérité. Elle offre la possibilité à cette commission de créer des contacts avec les différentes communautés, de coopération dans la gestion du processus de réconciliation nationale. Cependant l'institution de cette commission ne peut pas créer elle-même de meilleures communications. C'est un cadre dont l'utilité dépend de l'état d'esprit dans lequel la commission travaillera. Et c'est le rôle des relations publiques de créer cet état d'esprit. Considérées cet angle, les relations publiques sont proches des relations humaines car il s'agit de permettre au citoyen lambda de se socialiser. L'éthique des relations publiques doit reposer sur des récepteurs interagissant avec l'émetteur sur le respect des partenaires dans l'établissement d'un véritable dialogue. L'image que les ivoiriens ont d'eux-mêmes et de leur semblable se nourrit de bruits, qui se forme et s'implante dans l'esprit. Les actions seront traduites en fonction de cette image. Ainsi, l'action des relations publiques doit consister à analyser minutieusement l'opinion publique, les messages diffusés par la télévision et la radio nationale.

## Conclusion

Le processus de reconstruction amorcé par la Côte d'Ivoire est caractérisé par la difficulté liée à la réticence d'une partie de la population. Si bien que les citoyens sont enclins à se tourner vers les structures claniques, identitaires et ethniques. Hors si l'on veut cicatriser véritablement les blessures, il faut pouvoir inspirer confiance, se comprendre et se connaître mutuellement. Ce qui relève des relations publiques, qui contribuent à mener une politique de rapport basé sur l'objectivité et la réciprocité.

## Références bibliographiques

- Abolou C. R., *Les mots de la crise ivoirienne Discours, représentations et modélisations, Les Cahiers de Psychologie politique* [En ligne], N° 14, Janvier 2009.
- Akines F., *Vue de Côte d'Ivoire, le double jeu de Paris se retourne contre lui*, in Alternatives Internationales, 2007.

- Inégalités sociales et régulation politique en Côte d'Ivoire. La paupérisation en Côte d'Ivoire est-elle réversible ?*, in *politique africaine*, N°78,2000a.
- Ali M., *Les relations publiques*, Hong Kong, Mango Pratique, 2002.
- Arnsperger C. et al, *Ethique économique et sociale*, Paris, La Découverte, 2000.
- Bagayoko N. et Kovacs A., « La gestion interministérielle des sorties de conflits », *Rapport final du centre d'Etudes en Sciences sociales de la défense*, 2007.
- Balle F., *Dictionnaire des médias*, Paris, Larousse Bordas, 1998.
- Bauer A. et al, *Violence et insécurité urbaine*, Paris, PUF, 2001.
- Berneys E., *Propagande : comment manipuler l'opinion en démocratie*, Paris, La Découverte, 2007.
- Blé R. G., *La guerre dans les médias, les médias dans la guerre en Côte d'Ivoire*, in *Afrique et développement*, Vol. XXXIV, N°2, 2009.
- La responsabilité socio-éthique des écoles de journalisme en Afrique*, in *Enquête*, Nouvelle Série B, Vol.007,N°1,Abidjan, 2006.
- De la responsabilité éthique des médias et des journalistes en Côte d'Ivoire*, in *Enquête*, N°7, Université de Cocody, 2000.
- Bouquet C., *Géopolitique de la Côte d'Ivoire- le désespoir de Kourouma*, Paris, Armand Colin, 2005.
- Braud P., *La vie politique*, Paris, Que sais-je ?, 1996.
- Caune J., *Crise sociopolitique en Côte d'Ivoire : l'impact sur la population et les groupes vulnérables en particulier*, Equipe Humanitaire Côte d'Ivoire, Mars 2011.
- Culture et communication*, Grenoble, PUG, 1999.
- Djehairy A., *La guerre de Côte d'Ivoire*, Paris, L'harmattan, 2007.
- Ellul J., *Histoire de la propagande*, Paris, PUF, 1976.
- FIDH, Côte d'Ivoire. *Enquête sur le charnier de Yopougon du 26 octobre 2000*, Paris, FIDH (Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme)
- Hazan E., *La propagande du quotidien*, Paris, Liber, 2006.
- Kaumba L., *Lecture dirigée sur les sciences du développement*, Louvain-la-Neuve, Noref, 1993.
- Kouakou N'Guessan F., « L'urbanisation africaine sous les reflets du mirage de la mondialisation », *The African Anthropologist*, Vol.7, sept 2000, pp..
- Lebon G., *Psychologie des foules(1895)*, Paris, PUF, 2002.
- Lecoq B., *Les relations publiques, Pourquoi, Comment ?*, Paris, 1970.
- Maisonneuve D. et al, *Relations publiques dans une société en mouvance*, Québec, PUQ, 1999.
- Miège B., *L'information-Communication, objet de connaissances*, Bruxelles, DeBoeck, 2004.
- La société conquise par la communication*, France, PUG, 1989.
- Naguemang W., *Crise sociale et démocratie en Côte d'Ivoire et au Togo : portrait et mise en scène dans la presse française en 2002 et 2003*, DEA SIC, Université de Lille 3, 2004.
- Nkombe O., *Axiomatique du développement*, Louvain-la-Neuve (Belgique), Noraf,1986 .
- Poamé L.M., *Système technicien, mondialisation et démocratie en Afrique*, in *Souveraineté en crise*, Paris/Québec, L'Harmattan/Les Presses de l'Université Laval, 2003.
- REUTERS, *Information sur l'évolution actuelle de la situation en Côte d'Ivoire* [En ligne], Mars 2001.

Tudesq A.J., *Journaux et radios en Afrique aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Dumas, 1998.

Wolton D., *L'autre mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003.

Yao N'Dré P., *Relations Internationales*, Abidjan, PUCI, 1999.

**Abstract**

*The post-conflict reconstruction in Cote d'Ivoire raises many thoughts are all important. This initiative is intended to sit the true basis of an ongoing dialogue between the Ivory Coast. To overcome the chasm of misunderstanding generated by cleavage of the media landscape, we must use our sense of public relations that transcend ethno regionalist shots to promote the national interest. **Keywords:** Public relations, conflict, Ivory Coast, national reconciliation, development.*